

« Les majorités basculeront à Bruxelles et à la Fédération »

ALLIANCES Le ministre wallon CDH livre ses priorités et justifie l'opération anti-PS

- Premier nouveau gouvernement wallon ce jeudi à l'Elysette.
- Le CDH troque le partenaire socialiste pour le libéral.
- Et ce n'est pas fini, à entendre Carlo Di Antonio « Demain Bruxelles et la Communauté... »
- Qui livre en outre ses priorités : stop au diesel, soutien à l'emploi dans l'associatif, circuits courts alimentaires...

ENTRETIEN

Il troque les socialistes (PS et CDH opéraient ensemble à Namur depuis 2004 !) pour les libéraux. Le centre-gauche pour le centre-droit. Bye-bye Paul Magnette, bonjour Willy Borsus, nouveau locataire de l'Elysette. Ce jeudi, Carlo Di Antonio vit son premier exécutif wallon sous le signe de l'Orange bleue. Le ministre centriste-humaniste justifie le renversement d'alliance, appelle à composer des majorités alternatives à Bruxelles et à la Communauté, et livre ses premiers projets...

Changer de partenaire comme ça, en pleine législature, c'est brutal...

Un moment particulier. Humainement, des liens se créent. Ce n'est jamais évident de rompre. On a travaillé ensemble. On s'est serré les coudes ces dernières années. On a fait des budgets difficiles... Mais voilà, le changement était nécessaire. Ma première préoccupation, c'est de très vite créer un esprit d'équipe avec mes partenaires MR.

Hormis les raisons tactiques et partisans, le renversement d'alliance se justifiait-il au fond ?

Oui. Les affaires avaient clairement affaibli le PS, on sentait très bien la tension générée par tous les scandales, jusqu'au sein même du gouvernement. Mais ce qui me dérangeait le plus, c'était la course au PTB. Dans les médias, on voyait surgir des propositions qui sortaient complètement de la DPR, la Déclaration de politique générale. Je pense à Christophe Lacroix, ministre du Budget, et ses idées extrêmes en matière de fiscalité. On sentait

une volonté de réagir à la montée du PTB.

Mais Paul Magnette explique qu'en tout état de cause, ces « idées » n'étaient pas à l'ordre du jour des travaux du gouvernement...

Soit, mais quand on est ministre du Budget et qu'on déclare qu'on va augmenter la dernière fraction de l'impôt à l'IPP - une façon de toucher les riches, selon Christophe Lacroix - et taxer les robots... Après ça, nous, partenaires, on se fait interpeller, on

doit expliquer pendant des semaines que ce n'est pas au programme du gouvernement, qu'on s'y opposera si cela devait arriver... Bref, ce n'était plus tenable. Il y avait un vrai danger de non-réalisation de la DPR car nous, on bloquait ce genre de proposition PS exagérée en fiscalité, ce qui provoquait en retour le blocage de réformes signées CDH... On n'avancait plus.

La Wallonie a basculé, pas la Fédération Wallonie-Bruxelles. On en restera là ?

Non. Toute l'énergie des présidents du CDH et du MR cet été doit se concentrer là-dessus : trouver une solution politique et faire basculer les choses là aussi. Nous sommes déterminés. Nous voulons marquer le coup aux trois niveaux de pouvoir, la Wallonie, Bruxelles et la Fédération Wallonie-Bruxelles. Bon, si dans un mois ça ne se dessine pas, il faudra peut-être envisager d'autres options, mais ce n'est pas notre idée. Et on comprend mal l'accroche aussi forte entre Défi et le PS... On a l'impression qu'Olivier Maingain, sans doute

pour préserver des intérêts locaux bruxellois, tient absolument à garder le PS à ses côtés. En toute logique, Défi doit accepter à un moment donné de prendre ses responsabilités. La clé est à Bruxelles, la Fédération suivra.

Bref, Benoît Lutgen et Olivier Chastel pressent Olivier Maingain...

Les contacts vont s'intensifier. Et je suis très déçu de constater qu'Ecolo n'a pas voulu concrétiser. Quand on obtient ce qu'ils ont obtenu en matière de gouvernance, je dirais 90 % de leurs demandes, et qu'on a juste quatre députés au parlement wallon, cela veut dire qu'on a fait un gros boulot et qu'on a une belle victoire... A partir de là, pourquoi ne s'engagent-ils pas ? Alors qu'il y a tant de choses à faire dans le domaine environnemental, pour la transition écologique, etc. Ils ne passent pas à l'acte. Autant Nicolas Hulot, dans des conditions difficiles, s'engage au gouvernement en France, autant nos écologistes wallons n'ont pas ce courage. Si cela persiste, la seule possibilité, c'est Défi. Et dire qu'Ecolo avait déclaré que mettre le PS dans l'opposition, c'était une opération de « salubrité publique »... Et puis ils restent au balcon !

Mais en réalité, en termes de gouvernance, il n'y a pas grand-chose dans le programme du gouvernement MR-CDH...

Pas d'accord ! Il y a le décumul des rémunérations, la volonté de limiter les rémunérations de tous les mandataires locaux, la réduction du

nombre des ministres et de leurs salaires, la réduction des coûts des cabinets, le transfert d'une série de compétences des provinces vers les communes, l'intention de supprimer les provinces...

Par ailleurs, quelles sont vos priorités dans l'immédiat ?

Un : renforcer le lien entre emploi et associatif. On est là dans le domaine de l'environnement, du développement durable, principalement. Il faut garantir les financements des associations, mais aussi leur confier de nouvelles missions. Pourquoi créer des administrations supplémentaires alors que des associations bien implantées peuvent assurer ? Voilà pour le premier moteur de développement de l'emploi : l'associatif.

Une deuxième priorité...

Avec mon cabinet, nous listons des mesures concrètes qui vont dans le sens de la transition écologique. Je pense à l'idée de mettre fin au diesel, en 2030 pour les particuliers, dès les prochains mois pour le parc de voitures des administrations publiques, idéalement les communes et intercommunales. La Wallonie montrera l'exemple. J'isolerais l'alimentation : nous encouragerons les circuits courts. Pourquoi acheter des produits du bout du monde alors qu'il y en a dans nos villages ? On veut définir un modèle alimentaire wallon. C'est une question de survie pour notre monde agricole, c'est très important en économies d'énergie, et c'est créateur d'activité... Tout le sens du nouveau gouvernement wallon. ■

Propos recueillis par
DAVID COPPI

PREMIER EXÉCUTIF

L'orange bleue wallonne...

Première réunion, ce jeudi, du nouveau gouvernement wallon qui a prêté serment vendredi. Et l'équipe Borsus ne se limitera pas à des points techniques liés à la mise en place de la coalition MR-CDH, nous assure-t-on : des premières mesures seront annoncées, « *principalement en termes de fonctionnement du gouvernement, des cabinets, et de transparence* ». Par contre, les nouveaux ministres libéraux restent discrets sur leurs priorités. Ils mettront, tous, le mois d'août à profit pour étudier leurs dossiers, rencontrer l'administration et/ou les experts/acteurs de leurs matières, et constituer leur équipe (1). Willy Borsus a toutefois déjà pointé quatre axes sur lesquels il veut avancer prioritairement : la création d'emplois et le soutien à l'activité économique ; le soutien au pouvoir d'achat (suppression de la télé-redevance...) ; la rationalisation des structures et la simplification administrative ; l'action sociale et la lutte contre la pauvreté.

... c'est parti !

Pas de congé à l'horizon, donc. Les nouveaux ministres sont dans les starting-blocks. Mais tout n'est pas au point pour autant. Si la passation de pouvoir s'est souvent bien déroulée, notamment entre Magnette et Borsus ou entre Marcourt et Jeholet, c'est moins le cas au Budget : Jean-Luc Crucke n'a retrouvé que les voitures de son prédécesseur, pas les dossiers, et Christophe Lacroix était déjà en vacances à son arrivée. Pourtant, certains n'excluent pas de garder un collaborateur (fonctionnaire) de son prédécesseur, « *même s'il y a eu des mises en garde de ne pas travailler avec les libéraux...* ». Autre pépin inattendu : mercredi, en début de soirée, les ordres du jour de la réunion du lendemain ne circulaient pas entre les cabinets, car le système informatique ne fonctionnait pas. Un cadeau de l'exécutif sortant ?, s'interroge-t-on.

M.A.D.

(1) Laurence Glautier (ex-directrice de cabinet au MR) et Emmanuël Sérusiaux (Pi à l'ULg et patron de Natagera) seront chefs de cab de Borsus. que rejoint aussi Vincent Reuter, ex-patron de l'UWE. Jean-François Robe, ex-secrétaire politique du groupe wallon MR, sera le chef de cab de Jeholet ; et Frédéric Jacquet, ex-chef de cabinet de Sabine Laruelle, sera celui de Crucke.

ENTRENOUS

Fronde bruxelloise contre le ministre Jan Jambon

La réforme de la protection civile du ministre de l'Intérieur Jan Jambon (N-VA) n'a pas fini de faire parler d'elle. Après la charge de Défi - la secrétaire d'Etat bruxelloise Cécile Jodogne a annoncé mardi le déclenchement d'une procédure en conflit d'intérêts (Le Soir d'hier) -, Ecolo s'y met aussi. Le député fédéral Gilles Vanden Burre (photo) réclame

une réunion d'urgence de la commission de l'Intérieur à la Chambre. Il s'inquiète de la suppression des casernes proches de Bruxelles : « *Il est inacceptable que le ministre Jambon refuse de répondre au gouvernement bruxellois dans un dossier où la Région est à nouveau lésée. Nous connaissons le peu de considération des ministres N-VA pour Bruxelles mais, ici, nous franchissons des sommets rarement atteints !* »

Ecolo et Groen souhaitent tirer l'affaire au clair avant le comité de concertation du 6 septembre. Ambiance garantie ! (A.-C.B.)

Quand Marc Cools s'en prend à Armand De Decker
Candidat malheureux à la succession d'Armand De Decker au mayorat d'Uccle, Marc Cools, ancien premier échevin du libéral empêtré dans l'affaire Kazakhgate, a vivement attaqué son ancien

collègue. Sur Facebook, il a annoncé qu'Armand De Decker avait demandé de pouvoir bénéficier de sa pension de bourgmestre. Une décision que Cools dénonce : « *Il va pouvoir cumuler avec son traitement de député (environ 10.000 euros brut par mois). Même si le cumul après 65 ans d'une pension et d'autres revenus professionnels est légal, la décence aurait voulu qu'il attende de ne plus être parlementaire pour pouvoir bénéficier de sa pension.*

D'autant plus que son épouse est également députée et que tous deux ont d'autres mandats rémunérés. » En juin dernier, Marc Cools avait amèrement accepté la décision de son parti de promouvoir Boris Dillies au poste de bourgmestre, une fonction qu'il convoitait. (A.-C.B.)